

**Accord professionnel**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ  
DES SALARIÉS NON CADRES  
(RHÔNE-ALPES)  
(6 juillet 2009)**

■ *Journal officiel* du 13 février 2010

**Arrêté du 4 février 2010 portant extension d'un accord régional sur  
la mise en place d'un régime de prévoyance des salariés non  
cadres de la production agricole de Rhône-Alpes**

NOR : AGRS1003575A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place d'un régime de  
prévoyance des salariés non cadres de la production agricole de Rhône-  
Alpes ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du  
12 décembre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'accord régional du 6 juillet 2009 sur la mise en place  
d'un régime de prévoyance des salariés non cadres de la production agricole  
de Rhône-Alpes sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous  
les salariés compris dans son champ d'application à l'exclusion des mots :  
« définies à l'article 4 » figurant au deuxième alinéa de l'article 6-1 de  
l'accord et sous réserve de l'application, à l'article 4, des dispositions de  
l'article L. 1132-1 du code du travail.

**Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à  
dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux  
conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 février 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/46, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).